





## La datavisualisation du programme

La diversité de nos partenaires a été l'occasion de travailler sur de l'usage du numérique dans les instances de démocratie locale et également au sein des collectivités territoriales à partir des méthodologies du design de services. Cette nouvelle discipline a été le point central de notre programme. Nous avons été entourés de deux designers de services, Arnel Le Coz et Christophe Tallec renforcés par un designer Thomas Thibault.

Nous avons ainsi placé l'utilisateur qui était, tour à tour, citoyen, agent des collectivités territoriales et élus au centre de nouveaux modes de participation numérique.

C'est ainsi que nous avons validé l'idée de la street democracy, à partir d'ateliers créatifs. Il est apparu essentiel que les élus et agents des collectivités devaient aller au plus près des citoyens et sortir des lieux institutionnels. Les ateliers ont proposé des modalités d'action à partir de projets numériques existants comme

## Les expérimentations du programme

Au cours de ce programme nous avons expérimenté différents modes de participation citoyenne facilités par le numérique avec le cyber débat avec la Mairie de Paris, découverte de nouveaux projets avec le Conseil général du Val de Marne, l'appropriation des outils numériques par une instance de jeunes, le forum des jeunes du conseil général de la Seine-Saint-Denis et le questionnement de nouveaux modes de gouvernance avec le conseil général de l'Essonne.

Découvrez les projets de nos partenaires :

## Clôture du programme par un collectif de chercheurs

Laurence Monnoyer Smith, Romain Badouard et Clément Mabi ont mis en perspective les actions menées lors de ces trois années sous l'angle recherche et participation citoyenne.

Ecouter leur intervention

Laurence, Romain et Clément ont mis en lumière trois nouvelles thématiques émergentes dans le champ de la participation citoyenne :

- 1-L'empowerment (Clément) Un des sujets émergent avec le développement des outils numériques à destination d'individus et de collectifs c'est les possibilités d'encapacitation politique réelle qui les accompagne : peut-on espérer de ces outils qu'ils contribuent à redessiner les relations de pouvoirs ?
- 2-L'instrumentation de la médiation (Laurence) Le développement des réseaux sociaux et du micro-blogging et une certaine fascination pour les technos du web ont conduit la recherche à traquer ce qui, dans ces nouvelles médiations permet de construire du sens collectif. La recherche sur les digital humanities développe des outils d'analyse des grandes quantités de données quitte à y perdre d'ailleurs ses questionnements problématiques. Certains chercheurs analysent l'atomisation du social lié à l'affaiblissement des mass media qui fait en effet craindre un amenuisement de l'espace public au profit d'espaces d'échanges customisés où la rencontre avec l'autre ne peut jamais être totalement fortuite et se polarise. Les risques d'instrumentalisation des outils au profit de logiques de communication sont mises en regard avec les discours sur la création d'agora pour souligner la permanence de stratégies de contournement du citoyen. Par ailleurs, les chercheurs expérimentent de nouvelles médiations sociotechniques qui consistent à faire voir les réseaux d'acteurs à travers des cartographies de données, ce qui a pour effet de produire une certaine réflexivité des acteurs sur le milieu dans lequel ils évoluent.
- 3-La fabrique des services publics Idée avec l'open data de la consécration des développeurs comme médiateurs dans l'espace public. On leur délègue la production de nouveaux services publics, et ils décident seuls de la manière dont sont réutilisées ces données à travers leurs applications : quels risques ? Est-ce que l'open data induit une forme de « libéralisation » des services publics ?